SYLVIE APRILE, JEAN-CLAUDE CARON
EMMANUEL FUREIX
(SOUS LA DIRECTION DE)

LA LIBERTÉ GUIDANT LES PEUPLES

LES RÉVOLUTIONS DE 1830 EN EUROPE

Epoques
CHAMP VALLON

Extrait de la publication

ÉPOQUES
EST UNE COLLECTION
DIRIGÉE PAR
JOËL CORNETTE

Illustration de couverture :
Adèle Kindt, *La Révolution de 1830* (Musée de Bruxelles).

© 2013, CHAMP VALLON, 01420 Seyssel
www.champ-vallon.com
ISBN 978-2-87673-621-4
ISSN 0298-4792

LA LIBERTÉ GUIDANT LES PEUPLES

Extrait de la publication

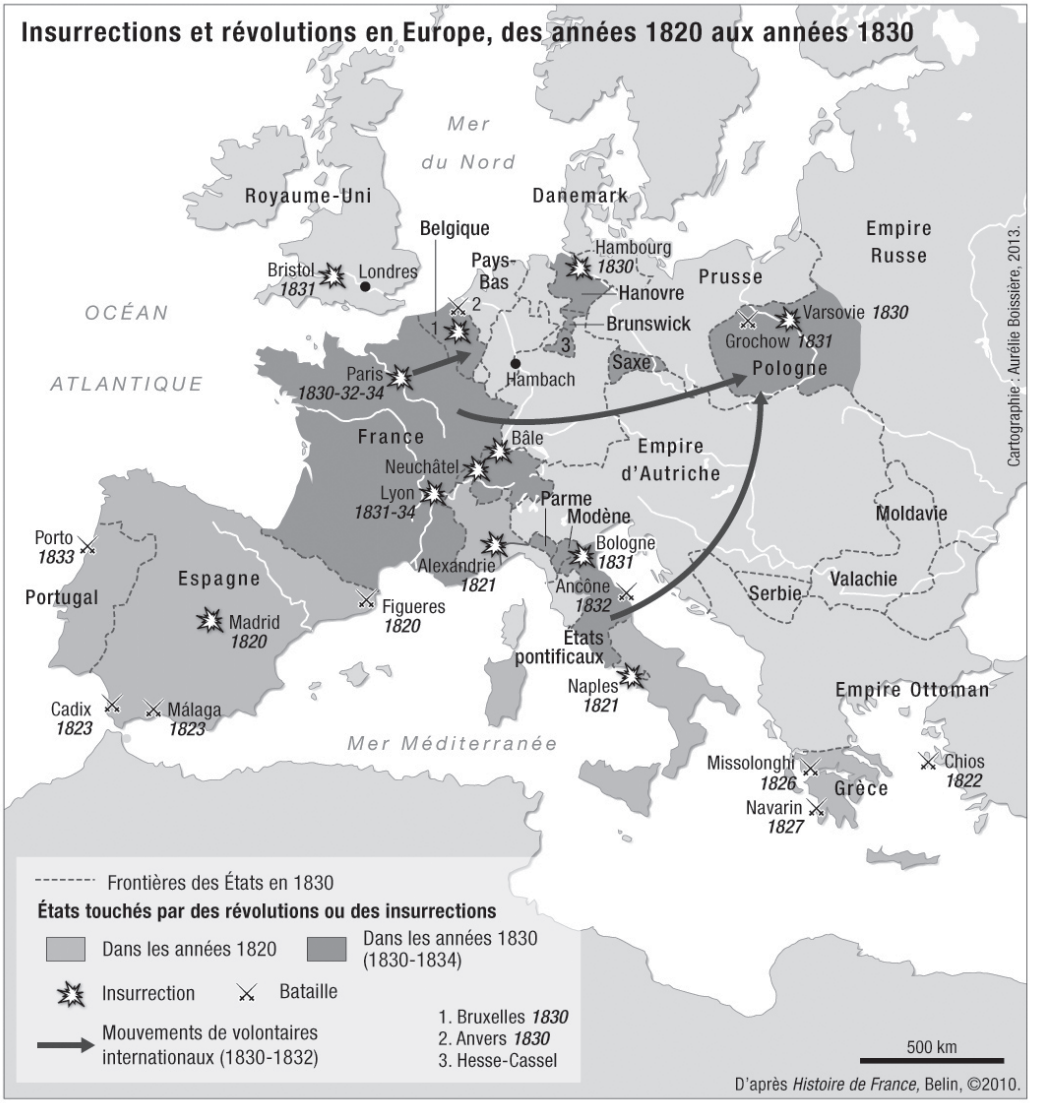
Cet ouvrage est publié avec le concours de
l'Institut Universitaire de France

Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron,
Emmanuel Fureix
(sous la direction de)

LA LIBERTÉ GUIDANT LES PEUPLES

LES RÉVOLUTIONS DE 1830 EN EUROPE

Champ Vallon



Extrait de la publication

INTRODUCTION

Une révolution transnationale

Extrait de la publication

L'analyse des révolutions de la fin du XVIIIe ou du milieu du XIXe siècle (1848-1849) dans un cadre transnational s'est imposée comme une évidence. Des « révolutions atlantiques » des années 1770-1810 au « printemps des peuples » européens de 1848[1], l'échelle nationale s'est révélée insuffisante à la compréhension de processus révolutionnaires faits de circulations, d'emprunts et d'interactions. Rien de tel, étrangement, pour l'historiographie des insurrections et révolutions de 1830, qui ont pourtant affecté – il est vrai à des degrés divers et selon des temporalités différentes – une bonne partie des nations européennes.

DES RÉVOLUTIONS OUBLIÉES ET FRAGMENTÉES

Un cycle révolutionnaire

En quelques mois, pour l'essentiel entre l'été 1830 et l'automne 1831, des mouvements révolutionnaires touchent successivement la France, la Belgique, la Pologne, certains États italiens et allemands, et modifient ailleurs l'horizon d'attente collectif, dans le sens de réformes libérales, d'émancipations nationales et/ou de droits matériels et sociaux. Cette onde révolutionnaire, d'inégale portée, commence avec les Trois Glorieuses parisiennes des 27-28-29 juillet 1830, se prolonge en Belgique, où une révolution nationale et libérale se déroule d'août à novembre 1830, et dans la Pologne sous domination russe, où une conjuration-insurrection

1. Citons, sans souci d'exhaustivité, Sylvie Aprile, Raymond Huard, Pierre Lévêque, Jean-Yves Mollier, *La Révolution de 1848 en France et en Europe*, Paris, Éditions sociales, 1998 ; Jonathan Sperber, *The European Revolutions, 1848-1851*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Axel Körner (éd.), *1848 – A European Revolution ? International Ideas and National Memories of 1848*, London-New York, MacMillan, 2000.

de grande ampleur, née en novembre 1830, est noyée dans le sang moins d'un an plus tard. Autour de cette triade, se greffent des insurrections et conspirations plus ponctuelles, qui affectent principalement certains États italiens et allemands. Les duchés de Parme, Modène, Plaisance et les légations pontificales de Bologne et de Ferrare sont agités par d'éphémères soulèvements libéraux et patriotiques en février-mars 1831, réprimés par les troupes autrichiennes ; dans le royaume de Saxe, le duché de Brunswick et la Hesse électorale, des émeutes amorcées en septembre 1830 débouchent sur des réformes institutionnelles, tandis qu'au sud, dans les duchés de Bade et de Wurtemberg et le royaume de Bavière, éclot un mouvement patriotique et libéral, incarné dans la célèbre fête de Hambach (1832). En Suisse, des assemblées populaires sont réunies à l'automne 1830, des mouvements antipatriciens les prolongent et aboutissent non sans tensions à la « Régénération » politique d'une partie des cantons. En Espagne et au Portugal, les événements révolutionnaires européens exacerbent les tensions préexistantes entre libéraux et absolutistes, suscitent quelques tentatives insurrectionnelles (en Navarre, en Catalogne, en Andalousie), et contribuent dans une certaine mesure à l'accélération de la guerre civile, effective en 1832 au Portugal (entre partisans de Pedro et de son frère Miguel) et en 1833 en Espagne (à la mort de Ferdinand VII, première guerre carliste, du nom du frère du roi défunt, Charles de Bourbon, autoproclamé Charles V, contre-révolutionnaire). De la même manière, les tensions intérieures à la Grèce nouvellement indépendante, en 1830-1831, s'inscrivent dans une lutte générale en Europe entre absolutisme et libéralisme[1]. La Révolution de Juillet encourage également, en Angleterre, la mobilisation en faveur des réformes libérales – en particulier électorales – devenues effectives en 1832 après d'importants troubles[2]. Insurrections et révolutions ont ainsi renversé des souverains (Charles X en France, Guillaume Ier en Belgique[3], Charles II au Brunswick, Guillaume II en Hesse), révisé ou instauré des constitutions (en France, en Belgique, dans une dizaine de cantons suisses, dans certains États allemands), fait advenir un nouvel État (la Belgique), amorcé une émancipation nationale (en Pologne, en Italie centrale, en Albanie), renforcé des aspirations libérales (partout en Europe et au-delà, au Brésil notamment), modifié des rapports de force sociaux, et engendré des mobilisations transnationales, civiques ou militaires (en France, en Belgique, en Pologne, en Italie, en Espagne et au Portugal). Ces circulations révolutionnaires ont été endiguées par un puissant courant de dé-révolution ou de contre-révolution – on entendra par là l'arrêt du

1. Elles se caractérisent par des révoltes antifiscales et des oppositions multiples au régime autoritaire russophile de Capo d'Istria, assassiné en 1831.

2. Roland Quinault, « The French Revolution of 1830 and Parliamentary Reform », *History*, volume 79, octobre 1994, n° 257, p. 377-393.

3. Mais il reste souverain des Pays-Bas jusqu'en 1840.

Extrait de la publication

processus révolutionnaire, ou son inversion par retour à l'ordre ancien. Ce heurt s'est traduit, sinon par une montée aux extrêmes, au moins par une radicalisation de la violence politique, insurrectionnelle ou répressive, dont le siège de Varsovie (1831) ou le massacre de la rue Transnonain (1834) sont devenus les symboles. La fin du cycle révolutionnaire ouvert en 1830 – avec de fortes variations spatiales – pourrait ainsi être située autour de 1833-1834, avec la convention secrète de Berlin, l'échec de l'expédition de Savoie et le raidissement illibéral du régime de Juillet[1]. Quant au cadre géographique de ces révolutions, il est essentiellement européen : si le processus de démocratisation est perceptible ailleurs – dans l'Amérique du président Andrew Jackson, ou dans certains États latino-américains – c'est avec une chronologie décalée et le plus souvent sans connexion directe avec les événements européens.

Un horizon d'attente européen

La conscience d'une possible révolution européenne a nettement émergé chez les acteurs contemporains de 1830, qu'ils s'en soient effrayés ou au contraire réjouis. Ainsi le chancelier Metternich a-t-il cru assister, au lendemain des Trois Glorieuses, à l'effondrement de l'Europe contre-révolutionnaire dessinée par lui au Congrès de Vienne : « Mon opinion la plus secrète est que la vieille Europe est au début de la fin. Décidé à mourir avec elle, je saurai faire mon devoir [...] La nouvelle Europe n'en est même pas, d'autre part, au commencement. Entre la fin et le début il y aura le chaos », écrit-il le 1er septembre 1830[2]. Moins apocalyptique, Victor Hugo a cru deviner, en novembre 1831, l'aube d'une nouvelle révolution européenne impulsée par une France messianique : « Au-dehors, ça et là, sur la face de l'Europe, des peuples tout entiers qu'on assassine, qu'on déporte en masse ou qu'on met aux fers, [...] partout d'ailleurs, dans les États même les plus paisibles, quelque chose de vermoulu qui se disloque, et, pour les oreilles attentives, le bruit sourd que font les révolutions, encore enfouies dans la sape, en poussant sous tous les royaumes de l'Europe leurs galeries souterraines, ramifications de la grande révolution centrale dont le cratère est Paris[3]. » De même, la génération mazzinienne de 1830 a vu poindre

1. En 1833, la Russie, l'Autriche et la Prusse concluent à Berlin une convention d'assistance mutuelle contre toute subversion révolutionnaire, pérennisant en quelque sorte la Sainte-Alliance. En 1834, une expédition au Piémont de réfugiés italiens, polonais, allemands, dirigée par le général Ramorino, se veut le « le premier tocsin de l'émancipation des peuples » (Mazzini), mais se termine en fiasco militaire complet. Par ailleurs, en France, l'année 1834 est celle du retour à l'ordre, marqué par l'adoption de lois liberticides contre les associations et les crieurs publics et la répression des insurrections lyonnaise et parisienne d'avril.

2. Lettre du chancelier Metternich à Nesselrode, ministre des Affaires étrangères du tsar, le 1er septembre 1830.

3. Victor Hugo, *Feuilles d'automne*, Paris, Paris, Renduel, 1832, préface [rédigée en novembre 1831].

une aurore révolutionnaire initiée par le « soleil de Juillet », que le jeune médecin napolitain Leopoldo Pilla a ainsi esquissée dans son journal intime, le 21 décembre 1830 : « L'année 1830, ouverte par l'absolu silence de toutes les nations, [...] s'est refermée, après une série d'événements politiques prodigieux, sur des scènes de bouillonnement universel. L'expédition d'Alger, la Révolution de France, celle de Belgique, le changement du ministère anglais, et enfin le soulèvement de la Pologne, marquent des moments lumineux, non seulement dans l'histoire de cette année, mais dans celle du XIXe siècle. Tout incite à penser que la politique européenne en sortira bouleversée et que le destin de l'humanité s'améliorera[1]. » Les mouvements révolutionnaires ont ainsi rencontré un horizon d'attente européen, libéral, démocratique et social. En janvier 1834, un membre de la Société lyonnaise des droits de l'homme croit encore pouvoir écrire : « Cette insurrection européenne, à laquelle vont prendre part instantanément, sinon aux époques fixées par les divers degrés d'opportunité, les peuples de l'Allemagne, de l'Italie, de la Bavière rhénane, de l'Autriche, de la Belgique, de la Lituanie, de la Pologne, etc., cette insurrection, qui délivrera enfin le vieux monde des chaînes de l'esclavage, est commencée[2]. » Mais l'espérance d'une nouvelle historicité révolutionnaire est cruellement déçue, partout en Europe, les élites doctrinaires et/ou réactionnaires opérant, dès 1831-1832 et plus encore en 1833-1834, un retour à l'ordre. Un historien républicain, Léonard Gallois, conclut ainsi en 1845 : « N'avons-nous pas cru, simples que nous étions, que la salutaire commotion du 29 juillet devait briser la chaîne de tous ces peuples intéressants que l'inique congrès de Vienne avait livrés et parqués comme de vils animaux ? [...] Hélas, ils sont morts, morts en nous maudissant ! Et du fond de leurs cercueils ils lancent avec amertume ces paroles prophétiques de l'austère Saint-Just : "Ceux qui font les révolutions à demi se creusent leurs tombeaux"[3]. »

Une révolution introuvable ?

Par contraste avec les contemporains, bien peu d'historiens se sont risqués à envisager les circulations révolutionnaires de 1830 à l'échelle de l'Europe, et encore moins à parler de « révolution européenne ». Clive Church est sans doute celui qui a livré la synthèse la plus aboutie et la

1. Leonardo Pilla, *Notizie sotriche della mia vita quotidiana a cominciare dal primo gennaio 1830 in poi*, cité par Arianna Arisi Rota, *I piccoli cospiratori. Politica ed emozioni nei primi mazziniani*, Bologne, Il Mulino, 2010, p. 103 [traduit par nous].

2. Cité par Fernand Rude, *Les Révoltes des canuts, 1831-1834. Postface inédite de Ludovic Frobert*, Paris, La Découverte, 2007, p. 97.

3. Léonard Gallois, *Histoire de France d'Anquetil, continuée depuis la Révolution de 1789 jusqu'à celle de 1830*, Paris, Au bureau central de l'histoire de France, 1845, volume 5, préface, p. II.

plus stimulante sur le sujet, dans les années 1980, en récusant le modèle centrifuge d'une révolution d'origine parisienne, tout en montrant les multiples facettes et ramifications d'un mouvement révolutionnaire oublié, effacé par 1848[1]. Toutefois, son ouvrage était davantage centré sur une approche comparatiste que sur une histoire connectée des révolutions. Dans le même temps, un colloque réuni en Allemagne de l'Est proposait une lecture à dominante marxiste des révoltes et révolutions européennes de 1830[2]. Une décennie plus tôt, l'historienne italienne Simonetta Soldani, dans la revue de l'Institut Gramsci *Studi storici*, invitait à écrire une histoire comparée de la « crise » révolutionnaire des années 1830-1834 en Europe, révélatrice selon elle de processus sociopolitiques engagés depuis 1789[3]. Quelques brèves synthèses ont également esquissé une lecture européenne des révolutions advenues ou avortées des années 1830[4]. Quant aux histoires globales des révolutions[5], et *a fortiori* aux sociologies comparées des révolutions[6], elles ont accordé une place très réduite, voire nulle, au « moment » 1830.

Il est vrai que ce dernier s'adapte moins que la Révolution de 1789 ou même que le « printemps des peuples » aux définitions restrictives des révolutions, comme des « événements rares, possibles seulement dans des conditions exceptionnelles, qui changent l'histoire de tout un peuple »[7], ou des « transformations rapides, fondamentales, de l'État, des structures sociales et de l'idéologie dominante d'un pays »[8]. La pluralité des formes – insurrections populaires, conspirations, pronunciamentos, guerres patriotiques, voire, a minima, réformes institutionnelles – et

1. Clive H Church, *Europe in 1830. Revolution and Political Change*, Londres, George Allen, 1983.

2. Cf. Manfred Kossok et Werner Loch (éd.), *Die Französische Julirevolution von 1830 und Europa*, Berlin, Akademie Verlag, 1985, et dans une perspective voisine, Stefan Kieniewicz, « 1830 : Révolutions et réformes en Europe », in *Comité international des sciences historiques, XVe congrès international des sciences historiques. Rapports, tome II, Section chronologique*, Bucarest, Editura Academiei Republicii Socialiste Romania, 1980, p. 453-462.

3. Simonetta Soldani, « Il 1830 in Europa : dinamica e articolazioni di una crisi generale », *Studi storici, volume XIII*, 1972, p. 34-92 et 338-372.

4. Alessandro Galante Garrone, *La rivoluzione di Luglio e l'Europa : 1830-1831. Corso di storia del Risorgimento, anno accademico 1977-1978*, Turin, G. Giappichelli, 1978 ; Louis Bergeron, François Furet, Reinhardt Koselleck, *L'Âge des révolutions européennes (1780-1848)*, Paris, Bordas, 1973, p. 213-237 ; Eric Hobsbawm, *L'Ère des révolutions (1789-1848)*, Paris, Hachette Pluriel, 2002 [1969], p. 143-169.

5. Charles Tilly, *Les Révolutions européennes, 1492-1992*, Paris, Le Seuil, 1993 ; Martin Malia, *Histoire des révolutions*, Paris, Le Seuil, 2010, p. 296 *sq.* ; Jacques Solé, *Révolutions et révolutionnaires en Europe, 1789-1917*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, p. 217-258. La récente et monumentale encyclopédie mondiale des révolutions (Immanuel Ness (éd.), *The International Encyclopedia of Revolution and Protest : 1500 to the Present*, Chichester, Wiley and Sons, 2009, 8 volumes) consacre plusieurs articles aux révolutions de 1830, mais dans un cadre strictement national (en France, en Belgique, en Pologne).

6. Crane Brinton, *The Anatomy of Revolution*, New York, Vintage Books, 1965 [1ère édition 1938] ; Barrington Moore, *The Origins of Dictatorship and Democracy : Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1966 ; Theda Skocpol, *States and Social Revolutions. A Comparative Analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979 ; John Foran (éd.), *Theorizing Revolutions*, Londres, Routledge, 1997 ; Rosemary H.T. O'Kane (éd.), *Revolution. Critical Concepts in Political Science*, Londres, Routledge, 2000.

7. Charles Tilly, *op. cit.*, p. 24.

8. Theda Skocpol, *op. cit.*, cité par Rosemary H.T. O'Kane, *op. cit.*, p. xxi.

Extrait de la publication

des significations – libérale, nationale, sociale – explique cette difficulté à ranger sous la bannière d'une « révolution européenne » unique l'ensemble des mouvements historiques à l'œuvre dans l'Europe de 1830. La modestie des changements observés, le sentiment dominant d'échec face à des révolutions réprimées ou trahies et leur effacement mémoriel par l'expérience de 1848, tout cela a contribué à négliger ce moment singulier de l'histoire des révolutions. Par ailleurs, au moins dans les cas français et anglais, les réformes administratives, économiques et religieuses entreprises par l'État monarchique autour de 1830 ne doivent pas tout à la Révolution, mais s'inscrivent dans une chronologie plus ample, qui irait environ de 1828 à 1835[1]. On ajoutera à ce cadre explicatif la difficulté de penser des révolutions de la liberté dont la multiplicité des sens possibles, y compris démocratiques et sociaux, a été gommée par la réécriture qu'ont imposée les vainqueurs de 1830 : une réécriture dominée par le modèle du « gouvernement des classes moyennes », de la « souveraineté de l'esprit » ou de la raison, de la « capacité » comme « mesure du droit », aux dépens du « nombre » et de la souveraineté populaire[2].

Reste que l'hypothèse d'une (ou de plusieurs) révolution(s) européenne(s) autour de 1830 mérite d'être examinée de plus près, à condition d'en retenir une approche relativement large : d'intenses mobilisations collectives, sur fond de frustrations matérielles, visant à renverser l'ordre politique et sa légitimité. De cette définition souple découle un gradient de révolutions, défini par la combinaison entre l'intensité de la division du corps politique (dont l'acmé serait la guerre civile) et le degré de transfert de pouvoir opéré à l'issue de la révolution. Ces révolutions, avortées ou non, doivent être étudiées dans leur articulation avec les gammes de pratiques contestataires[3], et avec les processus de modernisation de plus longue durée.

LE CADRE HISTORIOGRAPHIQUE : DÉBATS, VERROUS ET OUVERTURES

Précisément, l'écriture de l'histoire de ce moment révolutionnaire se heurte à la difficulté d'imposer une lecture dominante et homogène aux multiples soubresauts qui agitent l'Europe de 1830. Des interprétations

1. Patrick Harismendy, dir., *La France des années 1830 et l'esprit de réforme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

2. Cf. à ce propos les conclusions éclairantes, dans un sens libéral conservateur, de Louis de Carné, *Des intérêts nouveaux en Europe depuis la Révolution de 1830*, Paris, Bonnaire, 1838, volume 2, p. 418 *sq.*

3. Doug Mc Adam, Sydney Tarrow, Charles Tilly, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, 1998, n° 41, p. 7-32.

strictement nationales, closes sur elles-mêmes, ont d'ailleurs longtemps dominé – et continuent de dominer –, contrebalancées par des interprétations souvent téléologiques d'une conscience européenne en marche à travers les révolutions de 1830. Et lorsque des paradigmes généraux – libéral ou marxisant – ont proposé une lecture plus uniforme des processus révolutionnaires à l'œuvre, ils l'ont fait en mutilant les multiples potentialités historiques d'un moment hybride.

Lectures nationales, lectures européennes

Les historiographies du moment 1830 se sont donc surtout construites à travers des prismes nationaux. Elles ont placé en général ce moment révolutionnaire dans le processus de démocratisation des États et des sociétés (France, Suisse, Angleterre) et plus encore dans la fabrication des États-nations et des identités nationales (Belgique, Pologne, Italie, Allemagne). Appuyées sur une mémoire affective, parfois doloriste, elles ont été longtemps marquées par un fort patriotisme, voire nationalisme, prompt à dériver sur une histoire judiciaire (énonçant les responsabilités des échecs des soulèvements, notamment en Pologne[1]) et sur de multiples usages politiques, contradictoires au cours du XXe siècle. Ainsi, en Italie, le centenaire de 1831 est-il l'occasion pour le régime fasciste d'intégrer les insurrections locales d'Émilie-Romagne dans un grand récit national unitaire, parachevé par le fascisme, et d'ériger la figure de Ciro Menotti en « martyr pré-fasciste »[2]. Postérieurement à la Deuxième Guerre mondiale, l'historiographie marxiste a au contraire privilégié d'autres étapes du *Risorgimento* (en particulier le *Quarantotto*) et critiqué le modérantisme des élites dominantes en 1831. En Pologne, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'insurrection de 1830, des historiens ont inscrit cette dernière dans la longue chaîne des luttes de la patrie « contre les envahisseurs » – évocation qui ne pouvait qu'entrer en résonance avec les relations compliquées avec le grand frère soviétique. Dans le cas belge, c'est plutôt la question de l'identité nationale que l'histoire et la mémoire de 1830 n'ont cessé de poser. Une historiographie nationaliste a longtemps postulé une identité belge déjà inscrite depuis l'époque médiévale, et nécessairement traduite en insurrection populaire en 1830 contre l'oppression hollandaise. Cette vision unitariste a été en quelque sorte légitimée par l'œuvre monumentale d'Henri Pirenne, éclose au moment des commémorations du soixante-quinzième anniversaire de l'Indépendance, dans un climat de ferveur patriotique[3].

1. Voir à ce propos la contribution d'Anna Baranska dans ce volume.
2. Voir la contribution d'Arianna Arisi Rota dans le présent volume.
3. Henri Pirenne, *Histoire de Belgique*, 7 volumes, 1900-1932.

Dans la plupart des pays, le *cultural turn* des années 1980-1990 et les thèses constructivistes ont profondément renouvelé les regards, tant sur le processus de longue durée de *Nation-building*[1] que sur le moment 1830. En Belgique, même si certains historiens ont rappelé qu'un sentiment proto-national préexistait depuis la fin du XVIIIe siècle à l'indépendance du pays[2], d'autres ont davantage souligné les efforts fournis par les élites du nouvel État pour renforcer ce sentiment d'appartenance, notamment par la peinture, la littérature et l'histoire nationales[3]. Les historiens contemporains ont adapté à la nation belge les trois étapes de construction du sentiment national distinguées par l'historien tchèque Miroslav Hroch[4] : l'invention de traditions nationales par une minorité d'intellectuels, puis la fermentation par diffusion de revendications nationalistes et investissement de l'espace politique, et enfin, une fois l'État-nation reconnu (en l'occurrence, après 1830), la circulation des idées nationales auprès des masses, gagnées par un sentiment identitaire[5]. En Italie, l'empreinte culturaliste donnée à l'histoire du *Risorgimento* par l'œuvre originale d'Alberto Banti[6] commence à influencer la lecture de 1830-1831 – beaucoup moins, toutefois, que celle du *Quarantotto*[7]. Banti insiste sur l'importance d'un « canon » discursif dans les luttes du *Risorgimento*, constitutif d'une éthique et d'une esthétique de la nation, centré sur l'honneur, la famille, la sainteté, et qui se surimpose aux thèmes classiques de la réforme, de la liberté et de la représentation. Or, le « martyre » et le « baptême du sang » des insurgés et conspirateurs de 1831, témoignage d'un scandale moral et politique, ont contribué à la construction sacrificielle de la nation italienne[8]. De la même manière, historiens et historiens de la littérature ont montré combien la figure de la nation polonaise comme nouveau Christ souffrant pour l'humanité devait aux événements de 1830-1831 et à leur mémoire, façonnée – notamment – par le messianisme d'Adam Mickiewciz[9].

À rebours de toutes ces lectures strictement nationales, une historiographie « européaniste », moins abondante, a cherché à discerner

1. Parmi les références majeures de ce courant, cf. Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983 ; Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983 ; Eric Hobsbawm et Terence Ranger (éd.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

2. Sébastien Dubois, *L'Invention de la Belgique. Genèse d'un État-Nation,* Bruxelles, Racine, 2005.

3. Cf. Els Witte, *Nouvelle histoire de Belgique*, Bruxelles, Complexe, 2005, volume 1.

4. Miroslav Hroch, *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

5. Cf. pour une introduction à ces débats, Geneviève Warland, « Nationalismes : le débat des historiens belges », *La Revue nouvelle*, janvier 2008, p. 60-69.

6. Alberto Mario Banti, *La nazione del Risorgimento : parentela, santita e onore alle origini dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2000.

7. En témoigne la faible place des années 1830 dans le volume dirigé par Alberto Mario Banti et Paul Ginsborg, *Storia d'Italia, Annali 22, Il Risorgimento*, Turin, Einaudi, 2007.

8. Alberto Mario Banti, *Il Risorgimentao italiano*, Bari, Laterza, 2004, p. 51.

9. Andrzej Walicki, *Mesjanizm Adama Mickiewicza w perspektywie porównawczej*, Varsovie, Ifis, 2006.

Extrait de la publication

dans le moment 1830 les racines d'une conscience européenne émergente[1]. Cette historiographie, née dans le sillage de la construction européenne de l'après-guerre, et inscrite sur la longue durée, portait moins sur les manifestations de fraternité transnationale, peu étudiées, que sur l'idée d'Europe revisitée par les révolutions de 1830. La Révolution de Juillet puis la révolution belge ont en effet bouleversé l'ordre européen de 1815 et érodé le principe de légitimité[2]. Elles ont rendu possible, chez les libéraux et les radicaux, l'idée d'une autre Europe, aux antipodes de la mystique chrétienne de la Sainte Alliance. Le libéralisme se constitue alors comme le « premier courant politique transnational de l'histoire de l'Europe moderne »[3], uni par une adhésion commune à l'idée de nation, aux principes de « gouvernement représentatif » et de monarchie constitutionnelle – déclinés diversement selon les pays et les courants libéraux. Mais un autre modèle, plus radical et démocratique, celui d'une Europe fraternelle des peuples, appuyée sur une « sainte alliance des peuples » (selon la formule de Béranger reprise par Mazzini), se fait jour au lendemain de 1830. C'est ce modèle qui attira l'attention des historiens de l'idée européenne, tant il concentrait à la fois les idéaux, les difficultés et les tensions de la future construction européenne. Ainsi Jean-Baptiste Duroselle, dans son *Histoire de l'idée d'Europe* préfacée par Jean Monnet, évoque-t-il significativement les projets fédéralistes élaborés dans les années 1830 par Mazzini, Buchez et Heine, représentants de trois États-clefs de la Communauté européenne naissante[4]. Le premier, fondateur de la *Giovine Europa* en 1834, l'envisageait comme une association fraternelle de peuples défendant à la fois leur identité singulière et l'idéal commun de liberté, d'égalité et d'humanité. Le deuxième aspirait à une fédération européenne fondée sur « l'affranchissement des classes pauvres », la souveraineté populaire, le « libre échange des produits nationaux » et une morale commune[5]. Le troisième prophétisait une agonie régénératrice de chacun des peuples européens, à l'instar de la Pologne, afin « qu'à la nationalité païenne succède la fraternité chrétienne »[6]. L'imaginaire de l'Europe des peuples mêlait un universalisme et un messianisme national difficilement conciliables, que ce messianisme soit incarné par la France révolutionnaire, par la Pologne souffrante, par l'Italie renaissante ou par l'Allemagne confédérée.

1. Cf. à ce propos la contribution de Julia Schmidt-Funke dans le présent volume.
2. Eugène de Guichen, *La Révolution de juillet 1830 et l'Europe*, Paris, Émile-Paul, 1917.
3. Nicolas Roussellier, *L'Europe des libéraux*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 47.
4. Jean-Baptiste Duroselle, *L'Idée d'Europe dans l'histoire. Préface de Jean Monnet*, Paris, Denoël, 1965, p. 215-218.
5. *L'Européen. Journal des sciences morales et économiques*, 31 décembre 1831.
6. Heinrich Heine, *De la Pologne*, cité par Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p. 217.

Lectures libérales, lectures marxisantes

Parmi les paradigmes communs aux différentes histoires nationales, les lectures libérales et marxisantes ont longtemps dominé le champ historiographique des révolutions de 1830[1]. Les premières ont vu dans l'Europe de 1830 un premier âge d'or du libéralisme moderne[2]. Les révolutions de 1830, pour limitées qu'elles soient, parachèveraient l'œuvre de 1789 – débarrassée du spectre de 1793 – en orientant le processus révolutionnaire vers la reconnaissance de libertés individuelles et politiques, dans un cadre constitutionnel à orientation parlementaire. La Charte révisée de 1830 en France, la constitution belge de 1831, les constitutions cantonales suisses – plus avancées quant à l'extension du suffrage –, les constitutions des États d'Allemagne du Nord en constitueraient autant de déclinaisons possibles, succédant au modèle jusqu'alors dominant de la Constitution de Cadix de 1812. Par le croisement des idéaux réformateurs, des aspirations nationales et, dans certains cas, de la critique religieuse, les libéraux seraient parvenus à coaliser les forces de protestation dans des « révolutions libérales », mues selon Benedetto Croce par une « religion de la liberté ». Des alliances – il est vrai éphémères – entre classes populaires et élites libérales ont de fait été observées avant et pendant les insurrections de 1830, singulièrement en France[3]. Encore ces révolutions libérales se révèlent-elles particulièrement ambiguës par la dialectique qu'elles opèrent entre réforme, révolution et conservation. Ainsi les libéraux doctrinaires français ont-ils réduit, au lendemain de 1830, la révolution à son sens ancien de retour à la norme, droit de résistance à un coup d'État légal. Quant à la souveraineté populaire, elle est strictement récusée, en France comme en Belgique, où le leader radical de Potter peut s'exclamer avec regret (à propos de la constitution) : « Ce n'était pas la peine de verser tant de sang pour si peu de chose »… Les réformes et révolutions libérales en Europe autour de 1830 ont cantonné le changement au seul champ politique (et religieux), le social étant construit comme un espace étanche et non contaminé par le principe révolutionnaire. Or, l'historiographie libérale des révolutions de 1830 récuse les interprétations socio-économiques de la crise révolutionnaire : les insurgés français, belges, polonais, italiens, allemands, loin de répondre à des frustrations matérielles, seraient d'abord mus par l'aspiration au droit (la Charte), aux libertés politiques et religieuses, et à l'honneur national.

1. Cf. pour le cas français la contribution de Jean-Claude Caron.
2. Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au* XIX*e siècle. Traduction et préface d'Henri Bédarida*, Paris, Gallimard / Folio, 1994 [1ère édition italienne 1932], p. 153-221 ; Nicolas Roussellier, *op. cit.*, p. 45.
3. Edgar Leon Newman, « La blouse et la redingote. L'alliance du peuple et de la bourgeoisie à la fin de la Restauration », *Annales historiques de la Révolution française*, 1975, année 47, n° 222, p. 513-535.

À l'inverse, les lectures « marxisantes » de 1830, dominantes dans les années 1970-1980, privilégient dans les causes des insurrections les facteurs économiques et sociaux – sans exclure, toutefois, les facteurs politiques et intellectuels. Le mécanisme de déclenchement de la crise révolutionnaire européenne, conformément au célèbre modèle d'Ernest Labrousse[1], serait d'abord lié aux mauvaises récoltes agricoles de 1828, suivies d'un « dôme des prix » cyclique entre 1828 et 1831, de la baisse des salaires ouvriers et d'un chômage urbain massif. Particulièrement représenté dans l'historiographie française, ce modèle a également imprégné l'historiographie est-allemande, et plus ponctuellement, l'historiographie belge, avec l'ouvrage de Maurice Bologne sur le caractère « prolétarien » de la révolution de 1830, fortement critiqué par Jean Stengers[2]. L'historiographie polonaise de la période communiste a également reproduit ce modèle, en dépit du faible degré d'intégration industrielle du pays en 1830 et du rôle de la noblesse libérale dans le déclenchement de l'insurrection de Novembre.

Les lectures marxisantes de 1830 insistent corrélativement sur le triomphe sociologique de la bourgeoisie, et particulièrement de la bourgeoisie financière, à l'issue de révolutions « confisquées ». Opérés par des ouvriers, artisans, commis, boutiquiers, les soulèvements urbains auraient été suivis d'une mainmise complète de la bourgeoisie montante, récusant la souveraineté populaire et déniant la question sociale. Ce que Jean-Louis Bory a condensé dans une dédicace fulgurante à son ouvrage sur les Trois Glorieuses : « aux maçons, serruriers, tailleurs, mécaniciens, qui se sont battus par trois très beaux jours de la fin du mois de juillet, persuadés de se battre pour la liberté alors qu'ils le faisaient pour que l'action des mines d'Anzin de 1 000 francs en 1815 passe à 150 000 en 1834 »[3]. Marx lui-même avait en son temps comparé Louis-Philippe à un « Robert Macaire sur le trône », directeur « d'une société par actions montée pour l'exploitation de la richesse nationale de la France »[4]. La substitution, autour de 1830, d'une grande bourgeoisie industrielle, financière et notabiliaire à l'aristocratie foncière a cependant été fortement contestée, en particulier à propos de la France par David H. Pinkney : la Révolution de 1830, révolution de « chasseurs de places », aurait moins opposé des groupes sociaux bien distincts que des élites rivales, socialement assez homogènes[5]. Dans le cas belge, la bourgeoisie industrielle et financière, majoritairement ralliée aux groupes contre-révolutionnaires pro-hollandais, figure parmi les

1. Ernest Labrousse, « 1848-1830-1789. Comment naissent les révolutions », in *Actes du Congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848*, Paris, PUF, 1949, p. 1-20.

2. Maurice Bologne, *L'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique*, Bruxelles, Aden, 2005 [1ère édition 1928] ; Jean Stengers, « La Révolution de 1830 », in Anne Morelli, dir., *Les Grands Mythes de l'histoire de Belgique*, Éditions Vie Ouvrière, Bruxelles, p. 144.

3. Jean-Louis Bory, *La Révolution de Juillet*, Paris, Gallimard, « Trente journées qui ont fait la France », 1971.

4. Karl Marx, *Les Luttes de classes en France, 1848-1850*, Paris, Éditions sociales, 1984, p. 84.

5. David Pinkney, *La Révolution de 1830 en France*, Paris, PUF, 1988 (1ère éd. en anglais 1972).

perdants de la Révolution de 1830[1]. La thèse de la « révolution bourgeoise » a aussi été émoussée par la déconstruction récente de ce groupe social, à l'hétérogénéité forte et à l'identité faible[2].

Si les interprétations en termes de luttes des classes s'adaptent mal à des conflits socialement composites et à des coalitions très instables, l'historiographie la plus récente a conservé une attention soutenue aux phénomènes de résistance à la « modernisation » économique et technique, sans lesquels la fermentation révolutionnaire de 1830-1831 n'aurait pas été possible. Les bris de machine, aux côtés de gestes de résistance anti-fiscale et de revendications de droits coutumiers (violences contre des bureaux de perception des impôts indirects, attaques de gardes forestiers, etc.) sont les rites sociaux les plus fréquemment observés dans l'Europe révolutionnaire de 1830[3]. Parfois directement liés au processus révolutionnaire – songeons aux imprimeurs-typographes briseurs de presses mécaniques à Paris – ils ne manifestent pas toujours, cela va de soi, une conscience politique affirmée. Ils témoignent en tout cas des multiples manières dont des individus et des groupes sociaux se sont saisis de la conjoncture révolutionnaire pour exprimer une protestation plus ou moins latente, à travers toute l'Europe et jusque dans les espaces les plus isolés – nous songeons à l'accélération de la guerre des Demoiselles, dans les Pyrénées, après la Révolution de 1830[4].

Un espace public reconfiguré

Une troisième voie, que l'on pourra qualifier de « démocratique et sociale », a émergé dans l'historiographie des révolutions de 1830. Elle vise moins à énoncer les responsabilités d'une « trahison » ou au contraire à réévaluer un libéralisme décrié qu'à souligner l'extraordinaire ouverture – quoique éphémère – de l'espace public démocratique autour de 1830. Maurice Agulhon, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire des Trois Glorieuses, a ainsi montré dans un article stimulant que la monarchie dite « bourgeoise » avait créé les conditions de sa propre critique, de sorte que la dynamique révolutionnaire s'était révélée « indépendante de son point d'application social »[5]. Toujours dans le cas français, les historiens n'ont cessé, depuis les années 1970, de montrer comment la prise de

1. Els Witte, *op. cit.*, p. 185.
2. Référence à l'ouvrage, par ailleurs contesté, de Sarah Maza, *The Myth of the French Bourgeoisie: Essay on the Social Imaginary, 1750-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.
3. Voir à ce propos la contribution de François Jarrige dans le présent volume, ainsi que la contribution de Fabrice Bensimon, à propos de l'émeute rurale du Captain Swing.
4. Peter Sahlins, *Forest Rites: the War of the Demoiselles in Nineteenth-century France*, Cambridge, Harvard University Press, 1994.
5. Maurice Agulhon, « 1830 dans l'histoire du XIXe siècle français », *Romantisme*, 1980, volume 10, n° 28, p.15-27.

Extrait de la publication

parole ouverte par la Révolution de 1830 avait été étendue à des groupes sociaux jusque-là invisibles et inaudibles : une parole ouvrière, poétique ou médiatisée par une presse corporative, a ainsi émergé sur la « scène révolutionnaire » de 1830, transformant l'idiome de la « confraternité ouvrière », et imposant l'autonomie d'un regard, sinon d'une parole, sur une société rétive aux nouvelles « classes dangereuses »[1] ; des femmes liées ou non aux socialismes utopiques ont publiquement revendiqué leur part à l'émancipation espérée de la classe la plus nombreuse[2]. La temporalité révolutionnaire, en suspendant les normes, rend possible l'énonciation par des individus de moins en moins isolés d'une nouvelle organisation sociale.

L'historiographie récente a complété ces approches en montrant, en amont de 1830, la reconfiguration de l'espace public et politique et l'invention de pratiques et de rituels protestataires qui conduisent à une intense politisation informelle[3] – hors du cadre électoral. Ces nouvelles manières de faire et de dire ont ainsi rendu possible le surgissement de gestes et de pratiques révolutionnaires, dans un répertoire d'actions discontinu allant de la pétition à la barricade en passant par le charivari. La pratique du pétitionnement, née en Angleterre, connaît ainsi une forte diffusion en France mais aussi en Belgique et en Suisse, et devient un moyen d'agitation collective autour de 1830[4] ; les banquets libéraux, organisés en campagne nationale à la veille de la Révolution, permettent de détourner les limitations imposées aux réunions et associations politiques[5] ; les funérailles protestataires inventent, dans la France des années 1820, des modes originaux d'occupation de l'espace public et de visibilité de l'opinion[6], tandis que les meetings connaissent au Royaume-Uni un âge d'or des années 1820 aux années 1840, de la *Catholic Association* de Daniel O'Connell au Chartisme en passant par le mouvement pour la réforme électorale[7] ; les charivaris, politisés en

1. *La Parole ouvrière, 1830-1851. Textes choisis et présentés par Jacques Rancière et Alain Faure*, Paris, La Fabrique éditions, 2007 [1ère édition 1976] ; William Sewell, « La confraternité des prolétaires : conscience de classe sous la monarchie de Juillet », *Annales E.S.C.*, juillet-août 1981, p. 650-671 ; Jeremy Popkin, *Press, Revolution and Social Identities in France, 1830-1835*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2002 ; Ludovic Frobert, *Les Canuts ou la démocratie turbulente : Lyon, 1831-1834*, Paris, Tallandier, 2009 ; Nathalie Jakobowicz, *1830 : le peuple de Paris : révolution et représentations sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

2. Michèle Riot-Sarcey, *La Démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848*, Paris, Albin Michel, 1993.

3. Sur ce concept de « politique informelle », cf. Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux, dir., *La Politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XVIe-XXIe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

4. Pour le cas belge, cf. Els Witte, *op. cit.*, p. 43-44. Pour une comparaison franco-britannique, cf. Benoît Agnès, « La pétition, reine de l'opinion ? Les autorités françaises et britanniques entre réfutations et légitimations (1814-1848) », in Laurent Bourquin, Philippe Hamon, Cédric Michon, dir., *S'exprimer en temps de troubles. Conflits, opinion(s) et politisation de la fin du Moyen Âge au début du XXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 307-320.

5. Vincent Robert, *Le Temps des banquets. Politique et symbolique d'une génération (1818-1848)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010.

6. Emmanuel Fureix, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, p. 323-402.

7. Sur le cas de l'Irlande, cf. la synthèse de Laurent Colantonio, « Mobilisation nationale, souveraineté

France comme en Belgique et en Rhénanie, ritualisent une justice punitive populaire[1] ; les chansons à référents politiques contribuent à l'expression d'une protestation explicite ou déguisée[2] ; les arbres de la liberté, plantés au lendemain de la Révolution de 1830, incarnent symboliquement le souvenir de la « Grande Révolution » et le futur d'une émancipation espérée, de la France à la Belgique, de la Rhénanie à la Suisse[3]. Ainsi se mettent en place les conditions, renforcées par le contexte révolutionnaire, d'une capacité d'agir pour les « exclus » de la politique officielle, rentrant par effraction dans l'espace public du « gouvernement représentatif »[4].

Par ailleurs, se pose, à des degrés divers selon les pays, la question de l'articulation entre l'espace public de la protestation et l'espace secret de la conspiration. En Pologne comme en Italie et en Espagne, les soulèvements de 1830-1831 – avortés ou non – dérivent de conjurations militaires plus ou moins audacieuses et relèvent de théories politiques de l'insurrection par la voie du « pronunciamento »[5]. En France et en Belgique, en revanche, le soulèvement populaire urbain, adossé à la technique de la barricade et fondé sur la souveraineté du peuple, devient la forme légitime de protestation collective. La culture du secret y est alors, pour un temps, délégitimée, tandis que se développe une sociabilité politique ouverte – la Société des Amis du Peuple est fondée à Paris pendant la Révolution de Juillet et des clubs révolutionnaires naissent quelques semaines et mois plus tard à Bruxelles, notamment la Réunion centrale en septembre. L'associationnisme devient, de même, un vecteur important de la Régénération politique suisse, à l'échelle cantonale et surtout fédérale[6]. En Italie, l'échec des conspirations de 1831 conduit Mazzini à revisiter le vieux modèle de la Charbonnerie, en insufflant une nouvelle dynamique révolutionnaire, populaire et nationale : la conspiration devient un simple outil technique pour une « théorie générale de la révolution »[7].

Cette reconfiguration de l'espace public en amont et en aval de 1830 permet de repenser les conditions – sociales, culturelles et politiques – du passage à l'acte révolutionnaire, dans le cadre de « conjonctures fluides » (Michel Dobry) autorisant le glissement de la non-violence à la violence.

---

populaire et normalisations en Irlande (années 1820-1840) », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2011/1, n° 42, p. 53-69.

1. Els Witte, *op. cit.*, p. 51 ; James M. Brophy, *Popular Culture and the Public Sphere in the Rhineland, 1800-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 138-145 ; Charles Tilly, « Charivaris, repertoires and urban politics », in John Merriman (éd.), *French Cities in Nineteenth Century*, Londres, Hutchinson, p. 73-91.
2. James M. Brophy, *op. cit.*, p. 54-104.
3. *Ibid.*, p. 129-138.
4. Emmanuel Fureix, « Rites protestataires : un nouvel espace public et politique (1820-1848) ? », in Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, dir., *Histoire des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2012, p. 46-57.
5. Cf. Irène Castells, « Le libéralisme insurrectionnel espagnol (1814-1830) », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 336, avril-juin 2004 (http://ahrf.revues.org/1736).
6. François Walter, *Histoire de la Suisse*, tome 4, *La Création de la Suisse moderne (1830-1930)*, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2011, p. 11-12.
7. Pierre-Yves Frétigné, *Giuseppe Mazzini, Père de l'Unité italienne*, Paris, Fayard, 2006, p. 114.

Extrait de la publication

Et de repenser du même coup l'histoire des répertoires d'action collective, en distinguant autour de 1830 une première modernisation, avant celle de 1848[1].

COMPARAISONS, CIRCULATIONS ET TENSIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Prolongeant certaines de ces pistes, le présent ouvrage propose trois visées principales : confronter des historiographies nationales jusque-là cloisonnées, en suggérant de possibles comparaisons, même modestes ; étudier des circulations révolutionnaires autour de 1830, circulations de mots, d'idées, de symboles, mais aussi d'hommes et de formes d'action ; montrer enfin les tensions propres à un moment révolutionnaire inachevé et discontinu, ouvert sur une multiplicité de possibles rapidement refermés.

Ces interrogations s'inscrivent dans un présent politique et historiographique qui en aiguise l'actualité. Le cycle des « révolutions arabes » ouvert en 2010-2011 a ainsi suscité nombre de réflexions sur la qualification de ces événements comme « révolution(s) », « renaissance » (deuxième *Nahda* après celle de la fin du XIXe siècle), « printemps », nouveau « 89 », sur la circulation et l'appropriation de « modèles » révolutionnaires autour de la Méditerranée, sur l'articulation du social, du politique et du religieux dans ces mouvements révolutionnaires, sur l'invention de nouvelles médiations symboliques et techniques (des graffitis aux réseaux sociaux), ou encore sur l'émergence d'une contre-révolution qui ne dit pas son nom[2].

Par ailleurs, le développement considérable, depuis une dizaine d'années, de l'histoire « connectée » et « transnationale » permet de s'efforcer de penser à nouveaux frais le phénomène des circulations révolutionnaires autour de 1830. L'histoire connectée vise à dépasser certaines apories de l'histoire comparée, liées à l'incommensurabilité de certains acteurs ou phénomènes historiques. Elle se concentre sur les interactions et circulations, à des échelles diverses, entre des acteurs qui participent à des hybridations et des métissages entre plusieurs cultures. Depuis un point d'observation privilégié, l'histoire connectée articule le « global » et le « local »[3]. De la

1. Charles Tilly situe pour sa part la rupture autour de 1848, vers un répertoire d'action national, autonome et pro-actif : « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1984, n° 4, p. 89-108.

2. Parmi de nombreux ouvrages écrits « à chaud », cf. Jean-Pierre Filiu, *La Révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, Paris, Fayard, 2011, et Benjamin Stora, *Le 89 arabe. Dialogue avec Edwy Plenel*, Paris, Stock, 2011.

3. Caroline Douki et Philippe Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* 2007/5, n° 54-5, p. 7-21.

même manière, l'histoire transnationale opère un décentrement par rapport aux cloisonnements habituels, lutte contre le primat du national, et étudie les transferts entre plusieurs aires culturelles, sans préjuger d'un centre et d'une périphérie[1].

Sans prétendre appliquer de manière systématique une telle approche à l'Europe de 1830 – l'état actuel de l'historiographie ne le permettant pas –, cet ouvrage en adopte plus modestement quelques éléments de méthode. Il s'efforce de saisir le « moment 1830 » comme un moment transnational, sous la forme de connexions multipolaires et d'interactions, pour mieux faire éclater les cadres nationaux habituels et saisir les contacts, appropriations et rejets entre les différents mouvements révolutionnaires et réformateurs à l'échelle de l'Europe. Une telle approche permet de ne pas se laisser enfermer dans des interprétations « contagionnistes » ou diffusionnistes, distinguant un centre révolutionnaire messianique – sur le modèle de la France de 1789 – et une périphérie passive – sur le modèle de la « révolution passive »[2] de Naples en 1799. Si les événements parisiens de juillet 1830 constituent le point de départ et le récit inaugural des mouvements ultérieurs, la circulation révolutionnaire fonctionne moins comme la transmission d'un modèle que comme la saisie d'une opportunité, diversement déclinée selon les espaces et les groupes sociaux – d'abord en province, puis hors de France. Par ailleurs, la révolution parisienne est en soi une révolution transnationale à laquelle contribuèrent nombre d'exilés européens[3]. Enfin, les Trois Glorieuses françaises n'ont pas été le seul événement capable d'accélérer la dynamique révolutionnaire européenne : la nouvelle des événements de Bruxelles a ainsi entraîné un soulèvement à Cesena (en Émilie-Romagne)[4], celle du siège de Varsovie en septembre 1831 a provoqué l'érection de barricades à Paris, et les circulations entre les deux révolutions-sœurs belge et polonaise ont été multiformes, démographiques, politiques et militaires[5].

Circulations symboliques : une langue commune ?

C'est donc à l'échelle européenne, et sans hiérarchies préétablies, que doivent être étudiées les circulations révolutionnaires autour de 1830. Ces

1. Jean-Paul Zuniga, dir., *Pratiques du transnational. Terrains, preuves, limites*, Paris, Bibliothèque du Centre de recherches historiques, 2011, « Introduction », p. 9-19. Cf. également Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée : entre empirie et réflexivité », *Annales, Histoire, sciences sociales*, 2003/1, p. 7-36.
2. Expression forgée par Vincenzo Cuoco, auteur du *Saggio storico sulla rivoluzione di Napoli* (Milan, 1806).
3. Cf. le chapitre 1 et la contribution de Delphine Diaz dans ce volume.
4. Clive Church, *op. cit.*, p. 37.
5. Cf. Idesbald Goddeeris, Pierre Lierneux, dir., *1830 : insurrection polonaise, indépendance belge*, Louvain, Academia Bruylant, 2001.

Extrait de la publication

circulations relèvent d'abord de modes d'action, transférés d'un espace à un autre par des intermédiaires culturels. Nous venons d'évoquer les usages communs d'un répertoire de pratiques et de rituels – la campagne de pétitions, le charivari, la sociabilité politique, etc. – mais c'est surtout la barricade qui apparaît comme la nouvelle figure d'une révolution transnationale. « Inventée » à la fin du XVIe siècle, quasi absente du Paris révolutionnaire, elle resurgit en novembre 1827 à l'occasion de l'émeute de la rue Saint-Denis, et surtout lors des Trois Glorieuses, où elle connaît son extension maximale – sans doute 4000 barricades dressées sur une large partie de la capitale[1]. Elle est également utilisée comme technique insurrectionnelle lors de la révolution belge, dans les mois qui suivent, à Bruxelles, Liège et Gand – où elle était déjà apparue lors des révolutions de 1787-1789. Des barricades sont également érigées lors du siège de Varsovie en 1831. Si l'extension de l'aire barricadière en Europe est donc moins forte qu'en 1848, elle témoigne toutefois de circulations techniques et politiques, renforcées dans un second temps par la diffusion européenne des images, qui font de la barricade la figure iconique de 1830. Dans le cas franco-belge, le transfert de la barricade de Paris à Bruxelles s'explique sans doute moins par une exportation volontaire – l'envoi de volontaires français étant postérieur aux premières barricades – que par la diffusion de récits et de témoignages[2].

La circulation de signes, d'emblèmes et de symboles participe également de la contemporanéité révolutionnaire, entre mimétisme et syncrétisme. À la nouvelle des événements parisiens, les trois couleurs révolutionnaires sont exhibées en maints endroits – en Belgique, dans les États pontificaux, en Allemagne, et même en Irlande du Nord –, adaptées ou non aux traditions nationales. À Bruxelles, si le drapeau tricolore français est arboré à l'hôtel de ville le 26 août 1830, il est très vite remplacé par un drapeau horizontal aux couleurs brabançonnes ; de même en Émilie et en Romagne, le tricolore italien – celui du Triennio révolutionnaire (1796-1799) – l'emporte sur le tricolore français. La circulation de ces signes révolutionnaires participe d'une langue commune héritée de la Révolution de 1789. Des mots d'ordre – La Liberté ou la mort! –, des symboles – les trois couleurs, mais aussi les arbres de la liberté – et des gestes révolutionnaires – l'iconoclasme anti-monarchique[3] – sont réemployés comme un langage disponible dont les significations sont multiples. S'ils manifestent une fraternisation souvent explicite avec les révolutionnaires français, ils renvoient aussi à des revendications spécifiques, tel le refus d'une intrusion étatique dans les

1. Alain Corbin, Jean-Marie Mayeur, dir., *La Barricade*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997 ; Mark Traugott, *The Insurgent Barricade*, Berkeley, University of California Press, 2010.

2. Mark Traugott, *op. cit.*, p. 109-123.

3. On observe ainsi l'effacement des armes royales et des fleurs de lys à Paris, des emblèmes de la monarchie hollandaise à Bruxelles, et des insignes de la papauté dans les Marches et en Romagne.

Extrait de la publication

communautés villageoises, pour les arbres de la liberté plantés en Rhénanie[1]. De nouveaux emblèmes inventés au lendemain de 1830 circulent de la même manière en Europe. Le drapeau rouge, apparu lors de l'enterrement parisien du général Lamarque (en juin 1832), traverse ainsi la frontière franco-belge pour investir des émeutes ouvrières bruxelloises en 1834 ; les couleurs nationales des peuples en lutte apparaissent symétriquement dans les cortèges funèbres parisiens.

Le théâtre et l'opéra ont également contribué aux circulations révolutionnaires autour de 1830 : la *Muette de Portici*, opéra d'Auber (1828) évoquant la révolte napolitaine de Masaniello contre les Espagnols au XVIIe siècle, circule ainsi de Paris à Bruxelles et Hambourg, porteuse d'un sous-texte subversif capté avec le succès que l'on sait par les émeutiers bruxellois le 25 août 1830[2]. L'histoire transnationale de cet opéra devenu manifeste politique reste à écrire, de même que celle de *Guillaume Tell*, composé par Rossini à Paris en 1829 et diffusé en Europe en 1830-1831 auprès de publics nationaux susceptibles d'en capter la charge révolutionnaire[3]. Quant aux images, si elles n'attestent pas encore d'un langage visuel européen, repérable en 1848, elles témoignent cependant de représentations et de motifs communs – la barricade, la fraternisation sociale, l'euphémisation de la violence, sauf pour la Pologne. Les figures du peuple y sont toutefois déclinées selon des stéréotypes nationaux bien distincts[4].

Circulations politiques : un espace public transnational ?

Les révolutions de 1830 se sont aussi nourries d'interactions directes et d'échanges à distance entre des individus que séparaient des frontières nationales. Fraternités d'action dans le cadre d'un volontariat international, fraternités d'émotion, à distance, entre peuples en deuil, fraternités d'idées dans le cadre d'internationales libérales et radicales aux contours mouvants : autant de modalités possibles de ces circulations politiques. D'une certaine

1. James M. Brophy, « Transnational Dimensions to Rhenish Political Culture (1815-1850) », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2013/1, n° 46.

2. Le 25 août 1830, lors de la représentation au théâtre de la Monnaie à Bruxelles, l'air « Amour sacré de la patrie » suscite l'effervescence du public, suivie de cris, d'un appel aux armes, et de violences perpétrées dans la ville, contre des symboles de l'allégeance au roi Guillaume Ier. La *Muette de Portici* reste le symbole de l'unité de la Belgique, et à ce titre difficilement représentable dans le contexte actuel : une représentation avait dû être annulée lors du cent cinquantième anniversaire, en 1980, en raison de l'opposition de nationalistes flamands. Plus généralement, l'insurrection napolitaine de 1647, « palimpseste révolutionnaire », se prêta à une lecture romantique qui en retint essentiellement la dimension patriotique anti-espagnole, appliquée aussi bien en Belgique contre les Hollandais que dans l'Italie du Risorgimento contre les Autrichiens. Cf. Alain Hugon, *Naples insurgée, 1647-1647, De l'événement à la mémoire*, Rennes, PUR, 2011, p. 340-350.

3. « Spontini racontait qu'on représente dans ce moment à Berlin le Guillaume Tell de Rossini, mais avec des paroles entièrement changées à cause de l'esprit révolutionnaire qui y règne. » (Ludwig Börne, *Lettres écrites de Paris pendant les années 1830 et 1831*, Paris, Paulin, 1832, p. 57).

4. Cf. la contribution de Nathalie Jakobowicz.

Extrait de la publication

manière, 1830 ne constitue à cet égard que l'un des moments d'une « guerre civile européenne » quasi-chronique au XIXe siècle, entre libéralisme et légitimité, entre révolution et contre-révolution[1]. Aux internationales libérale et radicale s'oppose, surtout à partir des années 1830, une internationale « blanche », engagée auprès des troupes miguelistes au Portugal et carlistes en Espagne.

Les années 1820 avaient vu se constituer, à l'occasion de la mobilisation pour la Grèce, pour l'Espagne libérale ou pour l'Amérique latine en révolution, une « internationale libérale » récemment étudiée[2]. Anciens officiers napoléoniens, exilés politiques, élites libérales, étudiants, aventuriers avaient ainsi inventé un cosmopolitisme d'action, fondé sur le volontariat, la fraternité transnationale et le culte de la guerre[3]. Ce cosmopolitisme d'action est réactivé au lendemain des journées de Juillet, tant en Belgique qu'en Pologne ou en Italie centrale[4], puis en Espagne et au Portugal à partir de 1832[5]. Il plonge ses racines dans des interactions entre exilés politiques, singulièrement dans la capitale parisienne où ils affluent en quête d'assistance financière et de soutien politique, mais aussi en Suisse, où se constitue en 1834 la *Jeune Europe* autour de Giuseppe Mazzini. Il s'incarne dans des légions ou des corps francs mobilisés par des personnes privées, ou dans l'intégration à des armées nationales – ainsi en Pologne. Plus radical que libéral, cet internationalisme, faiblement institutionnalisé, témoigne de la puissance des émotions éprouvées ou recherchées. Précisément, aux côtés de ce volontariat transnational, se développent des formes de compassion à distance qui engagent plus largement les opinions publiques – dans le droit fil du philhellénisme des années 1820. Au lendemain des journées de Juillet, des souscriptions en faveur des veuves et des insurgés blessés sont lancées non seulement sur le territoire national, mais aussi en Angleterre, en Belgique et même aux États-Unis et au Canada[6]. Symétriquement, pendant et après la guerre

1. Sur cette idée de guerre civile européenne, cf. les propositions de Jordi Canal, « Guerres civiles en Europe au XIXe siècle, guerre civile européenne et Internationale blanche », in Jean-Paul Zuniga, *op. cit.*, p. 57-77.

2. Walter Bruyère-Ostells, *La Grande Armée de la liberté*, Paris, Tallandier, 2009 ; Maurizio Isabella, *Risorgimento in Exile. Italian Émigrés and the Liberal International in the post-Napoleonic Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; Laurent Nagy, « Les hommes d'action du parti libéral et les révolutions européennes », in Jean-Yves Mollier, Martine Reid et Jean-Claude Yon, dir., *Repenser la Restauration*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2005, p. 45-55.

3. Sur ce dernier aspect, cf. Hervé Mazurel, *Désirs de guerre et rêves d'ailleurs : la croisade philhellène des volontaires occidentaux de la guerre d'indépendance grecque (1821-1830)*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris 1, 2009. Sur le volontariat international, nous renvoyons notamment aux travaux de Gilles Pécout sur le *Risorgimento* (« The international armed volunteers : pilgrims of a Transnational *Risorgimento* », *Journal of Modern Italian Studies*, 2009, 14, (4), p. 413-426), et sur les manifestations de fraternité, au programme ANR dirigé par Catherine Brice sur la « fraternité comme catégorie de l'engagement politique » (2009-2012).

4. Cf. la contribution de Walter Bruyère-Ostells dans ce volume.

5. Sur le Portugal, cf. Grégoire Bron, « The exiles of the Risorgimento : Italian volunteers in the Portuguese Civil War (1832-34) », *Journal of Modern Italian Studies*, Volume 14, n° 4, décembre 2009, p. 427-444.

6. André Bertrand, « De l'Utopie aux répercussions de la Révolution de juillet 1830 au Québec », in Bernard Andrès et Nancy Desjardins, dir., *Les Utopies en Canada, 1545-1845*, Montréal, UQAM, 2003, p. 147-174.

Extrait de la publication

patriotique polonaise, les manifestations de sympathie se multiplient à Paris : port du deuil par les étudiants radicaux en mars et septembre 1831, célébration d'un service funèbre par l'Église de l'abbé Chatel, banquets, poèmes et chansons polonophiles, souscriptions, expositions publiques, concerts, représentations théâtrales, etc. Le 10 septembre 1831, La Fayette peut ainsi affirmer à la Chambre des députés, non sans emphase, que « toute la France est polonaise, depuis le vétéran de la Grande Armée, qui parle de ses frères polonais, jusqu'aux enfants des écoles, qui nous envoient tous les jours le produit de leurs faibles épargnes ».

Ces fraternités multiples ont-elles construit un espace public transnational ? Il s'agit en tout cas d'un espace public informel, aux effets politiques plutôt modestes, et sans cesse recomposé au gré des « causes » qui ponctuent le cycle révolutionnaire initié en 1830. Distinct de l'espace public de rationalité critique et délibérative, celui des Lumières, il engage autant l'émotion que la volonté, la quête de gloire (celle des hommes d'action) que la communauté d'opinions. Il repose sur les ressorts de la « souffrance à distance »[1], sentiment moral et politique de sympathie avec un peuple souffrant, en particulier à propos du « martyre » polonais. Plus étendu sans doute que l'internationale jacobine de la Grande Révolution, cet espace public transnational touche en priorité les exilés politiques en contact les uns avec les autres, mais aussi une partie des ouvriers en lutte : ainsi à Lyon des canuts insurgés se sont-ils explicitement identifiés au sort des Polonais en 1831[2]. On aurait tort, assurément, de n'y voir qu'un rassemblement de jeunes bourgeois romantiques en quête d'aventure.

Des transferts politiques sont observables tant à l'échelle des formes d'action entreprises – nous avons évoqué la barricade – que des modèles institutionnels et sociaux. Sur ce dernier point, l'expérience parisienne des exilés européens a sans doute contribué à radicaliser leurs positions, en partageant certaines aspirations propres aux opposants républicains[3]. Certains de ces exilés polonais, piémontais, allemands, ont d'ailleurs participé aux insurrections parisiennes de 1832, 1834 et 1839, ainsi qu'aux enterrements d'opposition et à la sociabilité politique républicaine – en particulier autour de la Société des droits de l'homme. Des traductions de pamphlets et manifestes politiques attestent de ces circulations transnationales : ainsi le cours du néo-robespierriste Laponneraye sur l'histoire de la Révolution française est-il traduit en polonais. Sans doute, comme sous la première Révolution[4], faut-il

1. Luc Boltanski, *La Souffrance à distance (morale humanitaire, médias et politique)*, Paris, Métailié, 1993. Pour le cas français, cf. Maïté Bouyssy, *L'Urgence, l'horreur et la démocratie. Essai sur le moment frénétique fançais (1824-1834)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

2. Fernand Rude, *op. cit.*, p. 37.

3. Cf. la contribution dans ce volume de Delphine Diaz.

4. Cf. sur ce point Anna Maria Rao, *Esuli. L'emigrazione politica italiana in Francia (1792-1802)*, Naples, Guida, 1992.

Extrait de la publication

parler d'interactions à double sens : l'expérience politique des exilés – et leurs échecs – est aussi mobilisée par les républicains français pour dénoncer la passivité du régime de Juillet, enlisé dans la doctrine de « non-intervention » européenne en faveur des nationalités opprimées.

Plus classiquement, ces circulations politiques concernent aussi les modèles institutionnels dans une Europe en révolution[1]. L'exil avait déjà favorisé une hybridation des références au sein du constitutionnalisme européen – ainsi pour les libéraux espagnols en exil en Angleterre[2] –, le cycle révolutionnaire de 1830-1834 l'accroît encore et modifie les modèles dominants. Dans les années 1820, la constitution espagnole de Cadix (de 1812), monocamérale, était devenue la référence quasi sacrée de l'internationale libérale, dépassant de très loin l'écho de la Charte octroyée par Louis XVIII en 1814. Après les révolutions de 1830, les préférences des libéraux en Europe se portent sur la constitution belge de 1831, la plus avancée d'Europe continentale : bicamérale, elle reconnaît les libertés individuelles et collectives, le principe de souveraineté nationale, la responsabilité ministérielle et l'électivité de la Chambre haute, même si elle cantonne le suffrage aux seules élites sociales.

Tensions, discontinuités, inachèvements

Penser un processus révolutionnaire en termes de circulation offre des perspectives intéressantes : décloisonner les cadres nationaux, montrer le métissage des gestes, des pratiques, des idées politiques dans un espace en révolution. Mais cela peut aussi conduire à privilégier les discours dominants, ceux qui, précisément, circulent même s'ils ne sont pas adoptés par les vainqueurs. Or, le temps révolutionnaire n'est pas homogène, il est discontinu, ouvert sur une pluralité de possibles, vite recouverte par les rapports de force sociopolitiques. Il ouvre une brèche, capable le cas échéant de le transfigurer en un « temps messianique » cher à Walter Benjamin. Aussi les historiens des révolutions de 1830 doivent-ils s'efforcer de rendre compte de ces voix oubliées, qui, recevant la nouvelle de « l'éclair de Juillet », l'ont reconfigurée en un avenir jamais advenu. Ces voix peuvent être celles des « utopistes » saint-simoniens ou fouriéristes projetant sur les événements en cours de nouvelles harmonies sociales[3], mais aussi, dans une certaine mesure, celles de la contre-révolution vaincue, celles des orangistes

1. Cf. la contribution dans ce volume de Marco Meriggi.

2. Voir notamment Joaquín Varela Suanzes, « Les libéraux espagnols en exil : l'abandon du modèle constitutionnel de Cadix (1823-1833) », (http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/les-libraux-espagnols-en-exil-labandon-du-modle-constitutionnel-de-cadix-18231833-0/html/0062c652-82b2-11df-acc7-002185ce6064_10.html)

3. Pour le cas français, cf. Michèle Riot-Sarcey, *Le Réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1998.

belges ou de certains légitimistes français. Il faut alors s'efforcer d'étudier à diverses échelles l'horizon d'attente des individus et des groupes, sociaux et générationnels, face aux révoltes et révolutions de 1830. Des espaces frontaliers – singulièrement entre France et Belgique, France et Espagne, France et Piémont, etc. – pourraient être privilégiés dans cette perspective, qui reste largement inexplorée.

Cette discontinuité du temps révolutionnaire s'est aussi traduite dans les malentendus nés d'événements rapidement refermés sur eux-mêmes. Les revendications de la souveraineté nationale, de la liberté, de la représentation, omniprésentes, ont en effet été comprises très diversement par les acteurs des mouvements révolutionnaires. S'agissait-il d'une souveraineté abstraite ou de la souveraineté populaire ? D'une représentation censitaire, capacitaire ou universelle ? D'une liberté de production et d'échanges, ou du droit à un salaire décent ? Autant d'ambiguïtés rapidement levées – en France mais pas seulement – dans le sens le plus restrictif, celui d'un libéralisme conservateur. Toutefois, le triomphe de ce dernier s'est accompagné d'une radicalisation des oppositions – le monde nouveau sorti de 1830 voit s'opposer libéraux et radicaux un peu partout en Europe, ainsi que le faisait observer Eric Hobsbawm[1] –, mais aussi d'une quête éperdue de solutions nouvelles, socialistes, mazziniennes, chartistes, etc.

En filigrane, très inégalement selon les espaces européens concernés, c'est bien sûr la question sociale qui fait son intrusion dans des bouleversements politiques. Les gestes de résistance à la modernisation économique – en particulier les bris de machines, observés dans une bonne partie de l'Europe – ne visent pas seulement le retour à un ordre ancien, ils manifestent aussi l'attachement à une souveraineté populaire très concrète, entendue comme la maîtrise d'un savoir-faire et d'un modèle de production[2]. De la même manière, les coalitions pour les salaires, qui se multiplient au lendemain de 1830, ne relèvent pas de la seule frustration matérielle en temps de crise, elles revendiquent une liberté aux antipodes du libéralisme économique. L'insurrection des canuts lyonnais, en novembre 1831, réprimée dans le sang et rapidement connue à l'échelle européenne, agit comme un révélateur de ces contradictions. Longtemps considérée comme la lutte inaugurale et frontale du capital et du travail, l'insurrection lyonnaise traduit surtout l'échec des régulations internes à la fabrique[3], et l'essor d'un associationnisme d'un nouveau type, le mutuellisme, qui unit les tisseurs autour du mot d'ordre de réforme des abus. La revendication d'un « tarif » des façons s'est révélée

1. Eric Hobsbawm, *L'Ère des révolutions…*, *op. cit.*, p. 155-156.

2. François Jarrige, « La longue agonie de la République des ouvriers papetiers : insubordination et normalisation au travail (France, début du XIXe siècle) », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 42, 2011/1, p. 101-118.

3. Cf. à ce sujet Ludovic Frobert, *Les Canuts, ou la démocratie turbulente, Lyon, 1831-1834*, Paris, Tallandier, 2009.

contradictoire avec l'ordre économique libéral. La lutte des canuts a aussi révélé des formes de prise de parole inédites, au sein d'une presse ouvrière organisée – notamment autour de *L'Écho de la fabrique* –, ainsi qu'une dissémination des doctrines républicaines et socialistes. Ce dévoilement d'une identité ouvrière naissante, même résiduelle dans une Europe encore faiblement industrialisée, explique largement la peur sociale des dominants brutalement exprimée par Saint-Marc-Girardin dans le *Journal des débats* : « Les Barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de Tartarie : ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières. »

La question religieuse participe aussi des nouvelles conflictualités politiques issues de 1830 : catholiques et libéraux, alliés le temps d'une révolution, se divisent en Belgique ; les conflits politiques entre radicaux et conservateurs se confessionnalisent en Suisse à partir de 1834-1835, identifiés partiellement aux tensions entre protestants et catholiques ; les patriotes italiens ne s'accordent pas sur le rôle à assigner à la papauté, etc. Pour le dire vite, les rapports des Églises et de l'État divisent en profondeur les sociétés travaillées par les révolutions de 1830. L'anticléricalisme côtoie en France de nouvelles expériences religieuses autour d'un nouveau catholicisme libéral, d'Églises schismatiques – l'Église catholique française de l'abbé Chatel –, de sacralités alternatives – notamment saint-simonienne ou fouriériste. Les révolutions de 1830 ouvrent la voie à de nouvelles potentialités religieuses, inscrites dans des mouvements libéraux, nationaux et sociaux : la conciliation de Dieu et de la liberté moderne, défendue par Lamennais et vite condamnée par Rome ; le rapprochement du clergé et des fidèles à travers des accommodements rituels et sacramentels (la messe en français et l'octroi généreux des sacrements par l'Église dissidente de l'abbé Chatel) ; la croyance diffuse, au sein des divers mouvements socialistes, en une régénération religieuse de l'humanité par le salut des « prolétaires ». Question sociale et question nationale, souvent déliées, se trouvaient ainsi réunies dans une religion de l'humanité à venir, annoncée aux Italiens par le saint-simonien Charles Didier : « Italiens d'intelligence et de courage, qui invoquez l'indépendance nationale et la liberté pour tous, à vous de vous pénétrer de la mission nouvelle. Placez-vous au centre de la question sociale, faites-vous prêtres de l'avenir, car votre œuvre est une œuvre d'apostolat[1]. » Autant de potentialités religieuses diversement advenues dans la deuxième moitié du XIXe siècle, et pour la plupart étouffées. Par ailleurs, les rapports divergents à la religion et au rôle social de l'Église conduisent à une distorsion croissante, dans l'Europe des années 1830, entre la France de Juillet, jugée anticléricale voire athée, et des patriotes

1. Charles Didier, « Les trois principes. Rome, Vienne, Paris », *Revue encyclopédique*, janvier 1832, volume 53, p. 61.

Extrait de la publication

étrangers combattants de la liberté viscéralement attachés au catholicisme : l'Irlandais Daniel O'Connell, mais aussi une fraction des patriotes belges, polonais et italiens.

Sur tous ces points, cet ouvrage ne prétend pas clore un savoir – comment le pourrait-il ? –, et comporte sans doute bien des manques. Il repose sur un état donné de l'historiographie, variable selon les espaces étudiés. Mais il vise précisément, avant tout, à faire dialoguer entre elles ces historiographies nationales jusque-là closes sur elles-mêmes, et à ouvrir de nouvelles pistes de recherche qu'on espère prometteuses. Il présente d'abord la généalogie et le déroulement d'un cycle révolutionnaire de dimension européenne (chapitre 1), croise les échelles et les lieux d'observation, et dégage les processus de coagulation et de dilatation dans le temps et dans l'espace. Puis il expose l'état des savoirs sur chacun des espaces diversement affectés par cette révolution européenne, en montrant l'inégal travail de la mémoire et des réflexions historiographiques (chapitre 3). Il interroge ensuite les formes d'émergence d'un espace public transnational, à partir de nouveaux imaginaires de l'Europe et d'un cosmopolitisme d'action centré sur les exilés politiques et les volontaires en armes (chapitre 4). Il souligne aussi les discontinuités propres à une révolution inachevée, les futurs non advenus et les tensions résultant de la non-intégration politique d'un « peuple » par ailleurs sacralisé (chapitre 5). Enfin, un chapitre conclut sur les grandes catégories de compréhension de ce cycle révolutionnaire européen : la rupture générationnelle, l'aspiration à une liberté très diversement pensée et appropriée, et le dévoilement critique de tensions elles-mêmes révolutionnaires. Les révolutions de 1830 – dont l'amplitude temporelle varie selon les espaces et le prisme d'analyse – ainsi comprises dans leur dimension transnationale, permettent sans doute, au final, de penser *autrement* l'histoire révolutionnaire du XIXe siècle.

Emmanuel FUREIX

Extrait de la publication